

Coup d'arrêt en 2009

Après une croissance dynamique sur la période 2000-2008, avec une évolution du PIB en volume de + 3,3 % en moyenne annuelle, l'année 2009 porte un coup d'arrêt à l'économie guadeloupéenne. Cette année-là, la croissance plonge à - 6,7 %. Entre 2009 et 2018, elle ne retrouve pas le rythme d'avant-crise et progresse au rythme de + 1,4 % en moyenne par an. Les trois départements des Antilles-Guyane perdent deux points de croissance en moyenne depuis la crise de 2009, du fait de la prudence des agents économiques, entraînant un ralentissement de la demande (consommation, investissement). En France, l'impact de la crise sur la croissance en 2009 est plus modéré, ainsi que celui sur le taux de croissance post-crise (- 0,3 point).

Le contexte national et international : une crise économique et financière

À l'origine de la crise mondiale de 2008, la crise financière dite des « subprimes¹ » aux États-Unis débute par l'effondrement en 2007 de la valeur des biens immobiliers. Les taux d'intérêt flambent et les défauts de paiement se multiplient. La titrisation massive des « subprimes » facilite alors la propagation de la crise dans le système financier et génère méfiance et gel du marché interbancaire en 2008.

Fin 2008, la crise financière se propage à l'économie réelle. Avec un PIB mondial en baisse de 0,6 %, l'année 2009 marque la première récession mondiale depuis la Seconde Guerre mondiale. Tandis que les pays avancés subissent une contraction importante de leur économie, celles des pays émergents progressent. Le PIB de l'UE baisse de 4,1 %, la Pologne étant le seul État membre enregistrant une croissance positive. Le taux de chômage bondit. En France celui-ci passe de 7,4 % en 2008 à 9,4 % en 2010, aux États-Unis de 5,8 % à 9,7 % et celui de l'Union européenne passe de 6,1 % à près de 10 %.

Le contexte local : une crise sociale

A l'initiative du LKP², une grève « contre la vie chère » débute le 20 janvier 2009 en Guadeloupe. Les principales revendications concernent la revalorisation des bas salaires et la diminution des prix, les tarifs pratiqués étant en effet considérés comme abusivement élevés, notamment pour le carburant, les produits alimentaires et les services bancaires. L'enquête de

¹ Prêt immobiliers dont le taux d'intérêt varie à l'inverse de la valeur du bien financé

² L'yanaj Kont Pwofitasyon : Collectif contre l'exploitation outrancière

8 La crise de 2009 met un coup de frein à la croissance

Taux de croissance moyen par an (%) et écart avant / après la crise de 2009 (points)

	2000-2008	2008-2009 (crise)	2009-2018	Ecart avant/après 2009 (points)
Guadeloupe	3,3	-6,7	1,4	-1,9
Martinique	2,9	-6,0	0,9	-2,0
Guyane	3,9	3,6	1,9	-2,0
France	1,7	-2,9	1,3	-0,3

Source : Insee : comptes économiques définitifs et rapides, comptes nationaux

comparaison spatiale des prix de 2015 révèle en effet qu'un panier de consommation acheté en Guadeloupe revient à 12,5 % plus cher que le même panier acheté en métropole, dont un écart de 32,9 % sur les produits alimentaires³.

Le blocage des stations-services, des commerces, des transports et des points d'acheminement des marchandises (port et aéroport) paralyse l'activité économique dans son ensemble. Après 44 jours de blocage, un protocole d'accord met fin à la grève générale.

Cette grève trouve ses prémices en 2008, année durant laquelle la situation économique commence à se dégrader. Après plusieurs mois de baisse, le nombre de chômeurs augmente au dernier trimestre 2008. Les immatriculations de véhicules reculent de 7 % et la construction de logements neufs s'effondre de 20 % par rapport à 2007. Le retard de certains grands chantiers, à l'image du chantier de rénovation de Pointe-à-Pitre entraîne par ailleurs une diminution de la commande publique cette même année. Les incertitudes autour de la loi de défiscalisation Lodeom, prévue pour 2009, freinent également les acteurs économiques.

Les moteurs traditionnels de croissance à l'arrêt

Les trajectoires de croissance de Guadeloupe et de la France ont la même allure, avec une amplitude plus marquée en Guadeloupe. La croissance de l'archipel reste dans l'ensemble supérieure à celle observée en France avant la crise de 2009. En 2009, cependant, pour la première fois depuis très longtemps, la croissance de l'économie guadeloupéenne est très inférieure à celle observée au niveau national, alors que la récession traversée par la France est sans précédent depuis l'après-guerre : la

croissance s'effondre à - 2,9 % en France et à - 6,7 % en Guadeloupe. En Martinique la croissance est comparable à celle de la Guadeloupe avec - 6,0 %, et à la Réunion elle est de - 4,0 %. La crise n'est pas visible sur la croissance guyanaise (+ 3,6 %).

Le blocage de l'économie en début d'année paralyse le port et l'aéroport, entraînant une chute inégalée des importations, à - 19,0 %. Les importations de produits pétroliers baissent de moitié. Cela s'explique par le blocage des points d'acheminement, mais aussi par la forte baisse du cours du pétrole : les volumes importés de produits pétroliers diminuent en réalité d'un quart. Les exportations chutent également brutalement de 15,4 %, entraînées par la baisse de 19,7 % des dépenses touristiques.

Les approvisionnements en biens de consommation sont interrompus, les supermarchés bloqués et la consommation des ménages régresse de 12,2 % en raison d'une offre quasi à l'arrêt. Le revenu disponible brut n'est pas encore impacté en 2009, il reste stable et l'épargne des ménages augmente mécaniquement.

Le climat de grève, ajouté à une pénurie des importations de biens empêche tout projet d'investissement de démarrer ou d'évoluer et ce dernier plonge ainsi de 15,2 %. La consommation des administrations continue d'augmenter, mais ralentit nettement, à + 2,8 % au lieu de + 6,0 % sur la période précédente.

Les principaux secteurs d'activité durablement touchés

La crise de 2009 impacte lourdement l'économie guadeloupéenne. Toutefois, les différentes branches de l'économie sont touchées de manière inégale. Le secteur du bâtiment et des travaux publics est le plus touché par la crise de 2009. Sa valeur ajoutée chute de 18,7 % par rapport à 2008, pénalisée par la paralysie de l'économie.

La baisse des effectifs salariés du secteur après la crise (- 2,4 % en moyenne par an sur la période 2009-2018) témoigne de la diminution de son activité. L'attentisme des investisseurs affecte le marché de l'immobilier, et retarde de nombreux projets. De plus, les retards pris dans le démarrage de certains grands chantiers et les difficultés des collectivités locales ne permettent pas de relancer une activité historiquement très dépendante de la commande publique. L'encours bancaire de crédits immobiliers chute ainsi de 20,4 % en 2009. En parallèle, l'année 2009 est marquée par un net ralentissement de la construction de logements, le nombre de permis de construire accordés se réduit de 40,5 % en 2009 et peine à redémarrer par la suite.

Historiquement très liée à celle du BTP, la valeur ajoutée du secteur de l'industrie affiche une légère diminution de 0,3 % en 2009. Les taux de marge¹ des industries extractives et manufacturières se réduisent respectivement de 8 et 5 points. À l'inverse, le taux de marge des industries agroalimentaires progresse de 2 points en 2009.

Les services du secteur privé impactés

Les activités spécifiques, scientifiques et techniques et les activités de services administratifs et de soutien sont également lourdement impactées. Elles enregistrent une baisse de 13,8 % de leur valeur ajoutée. De même, la valeur ajoutée des secteurs du commerce, des transports, de l'hébergement et de la restauration fléchit de 10,5 % en 2009. Le commerce pâtit particulièrement du mouvement social de 2009, notamment du blocage et de la fermeture des centres commerciaux en début d'année.

Leur taux de marge moyen est également affecté : il s'élève à 17,0 % en 2009 après 25,4 % en 2008. Seuls les secteurs des activités financières et d'assurance, de l'information et de la communication ainsi que les autres activités de services ne sont pas immédiatement impactés par la crise. Leur valeur ajoutée augmente en 2009 (respectivement + 2,8 %, + 2,7 % et + 0,7 %), mais se détériore après la crise (cf. infra).

Le tourisme affaibli par la crise

L'activité touristique est également fragilisée par la crise internationale et le conflit social guadeloupéen. Celui-ci s'est en effet déroulé au cœur de la haute saison touristique. L'hôtellerie fait face à de nombreuses annulations, le nombre de nuitées recule de 30 % par rapport à 2008 et le taux d'occupation moyen des chambres baisse de près de 7 points.

¹ Calculé en rapportant l'excédent brut d'exploitation (EBE) à la valeur ajoutée, le taux de marge permet d'évaluer la capacité d'une entreprise à dégager du profit.

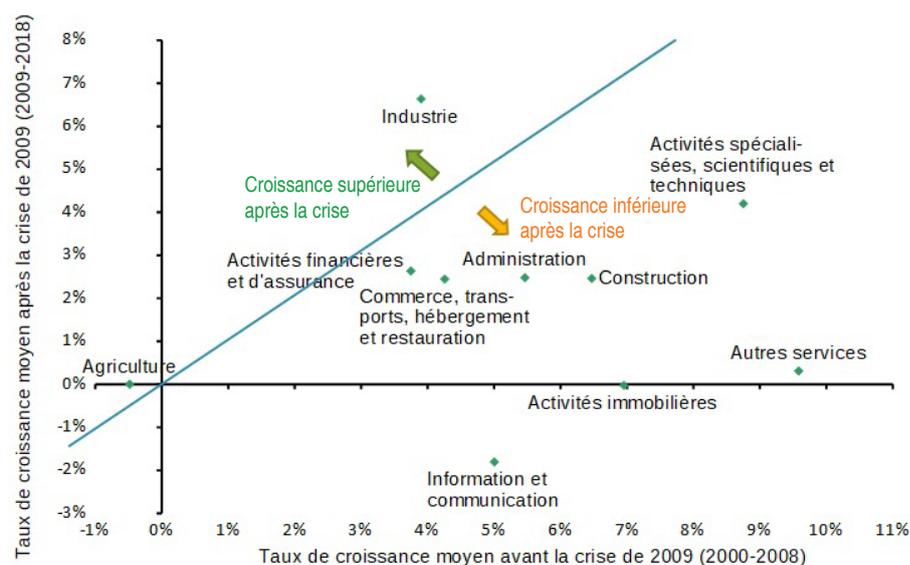
9 La dépense publique : stabilisateur économique face à la crise économique de 2009

Evolution du PIB et des agrégats économiques en 2009 en Guadeloupe et pour la France entière (%)

	Guadeloupe	France
Produit intérieur brut	-4,5	-2,8
Consommation finale	-6,3	0,3
dont consommation finale des ménages	-12,2	-1,4
dont consommation finale des administrations	2,8	3,7
Investissement	-15,2	-9,1
Exportations	-15,4	-14,2
Importations	-19,0	-14,9

Source : Insee, comptes économiques définitifs et comptes nationaux

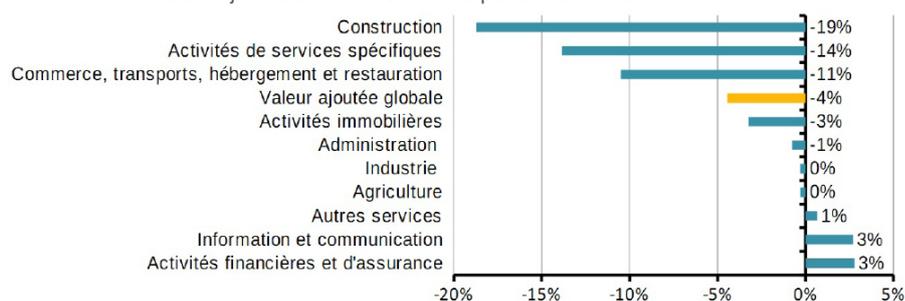
10 Comparaison des taux de croissance moyens des valeurs ajoutées des branches de l'économie guadeloupéenne avant et après la crise de 2009



Source : Insee, comptes définitifs et Cerom, comptes provisoire

11 La construction, premier secteur impacté par la crise de 2009

Evolution de la valeur ajoutée entre 2008 et 2009 par secteur d'activité



Source : Insee, comptes définitifs

La saison des croisières, également très perturbée, accueille un nombre de passagers réduit de moitié par rapport aux attentes.

Des conséquences économiques durables

La crise de 2009 marque durablement le paysage économique guadeloupéen. À l'échelle sectorielle, seule l'industrie affiche un taux de croissance de sa valeur ajoutée plus élevé après la crise par rapport à la situation antérieure à celle-ci.

La crise affecte particulièrement les activités d'information et de communication, l'immobilier et les autres activités de services. Alors que leur croissance était dynamique avant celle-ci (respectivement + 5,0 %, + 7,0 % et + 9,6 % en moyenne entre 2000 et 2008), la situation change radicalement après 2009 : respectivement -1,8 %, 0,0 % et + 0,3 %.

A contrario, le secteur industriel enregistre de meilleurs résultats après la crise, la croissance de sa valeur ajoutée est quasi

doublée entre les deux périodes : + 6,6 % entre 2009 et 2018 contre + 3,9 % entre 2000 et 2008. Cette hausse est en partie liée au développement des énergies renouvelables.

La valeur ajoutée du secteur agricole est stable avec un niveau 2018 comparable au niveau 2008.

Les autres secteurs enregistrent une croissance plus modérée entre 2009 et 2018, ils ne retrouvent pas leur rythme d'avant crise. En particulier, le secteur du BTP affichait une croissance de sa valeur ajoutée de l'ordre de 6,5 % en moyenne par an avant la crise, contre une croissance de 2,5 % en moyenne après celle-ci.

Des ménages davantage endettés

Sur la période 2000-2018, les entreprises sont les principales bénéficiaires de l'encours sain de crédits octroyés par les banques (43,0 %), suivies par les ménages (41,1 %). Les collectivités locales mobilisent pour leur part 11,7 % des encours.

Cette répartition globale masque une évolution en faveur des ménages entre 2000 et 2018. Si la part des encours octroyés aux entreprises est la plus importante avant la crise de 2009 (47,2 %), les ménages deviennent les principaux bénéficiaires avec 42,5 % des encours de crédits distribués sur la période 2009-2018. Le poids des entreprises dans l'encours se réduit à 40,4 %. La part des encours de crédits octroyés aux collectivités locales passe quant à elle de 10,8 % avant la crise à 12,3 % après.

Des encours de crédits dynamiques

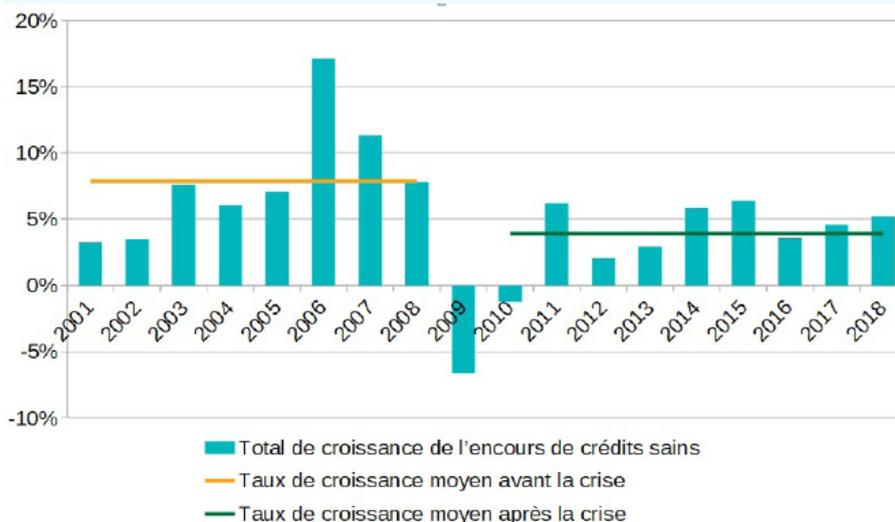
Entre 2000 et 2018, l'encours sain progresse en moyenne de 5,0 % par an. Il s'établit à 9,2 milliards d'euros en 2018. Globalement, le ratio entre l'endettement bancaire et le PIB local progresse sensiblement. À 83,2 % en moyenne entre 2000-2008, il s'inscrit à 92,7 % en moyenne sur la période 2009-2018. L'endettement bancaire de l'économie guadeloupéenne progresse ainsi globalement plus vite que le PIB, signe d'une financiarisation de plus en plus marquée de celle-ci.

À l'instar de l'évolution des grands agrégats économiques de la Guadeloupe, celle des financements bancaires fait apparaître deux sous-périodes distinctes séparées par la crise de 2009. Sur la période 2000-2008, l'encours total sain progresse ainsi à un rythme dynamique (+ 7,9 % en moyenne

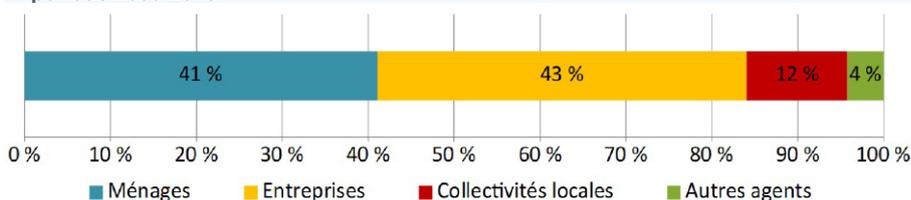
Un tissu entrepreneurial à deux vitesses

Si certaines entreprises structurées ont résisté à la crise et resserré leur gestion leur permettant d'afficher aujourd'hui une meilleure rentabilité, beaucoup ont fait faillite. Le tissu des entreprises est à deux vitesses avec une partie en situation de fragilité et de précarité constante. La diminution du taux d'investissement des sociétés non financières à partir de 2009 (cf. partie III), illustre la dégradation du climat entrepreneurial. Les petites entreprises (PME) sont fréquemment à la recherche d'un financement externe et ont pu être affectées par le durcissement des critères d'octroi de crédit. Par ailleurs, pour les plus fragiles, la méconnaissance des dispositifs d'aides a été un facteur aggravant. C'est particulièrement le cas dans les secteurs des services et des transports constellés de nombreuses petites entreprises qui ont subi de plein fouet la crise sociale. Dans ces secteurs, la baisse du nombre de créations, hors auto-entreprises, atteint 40 % en 2009.

12 Évolution de l'encours de crédits sains en Guadeloupe



13 Répartition moyenne des encours sains de crédits par agent économique sur la période 2000-2018



par an). Face au coup d'arrêt lié à la crise et au mouvement social de 2009, l'encours chute de 6,6 % sur un an, notamment sous l'effet de la forte baisse des encours octroyés aux entreprises (- 16,2 %). Il retrouve une progression modérée entre 2009 et 2018 : + 3,9 % en moyenne par an.

Amélioration de la qualité des crédits

La qualité des encours de crédits en Guadeloupe s'améliore quant à elle sur l'ensemble de la période 2000-2018.

La part des douteux¹ dans les encours de crédits passe ainsi de 14,0 % en 2000 à 4,3 % en 2018. Plusieurs phénomènes expliquent cette évolution, aux premiers rangs desquels figurent une mobilisation plus fréquente d'entités de défaillance par les établissements de crédit, une plus grande vigilance de ces derniers lors de la sélection de leurs contreparties, une meilleure efficacité dans la détection et la gestion des douteux (amicales et/ou contentieux) ainsi qu'une amélioration de la qualité du tissu économique local.

¹ La créance douteuse est une créance présentant un risque d'impayé ou un risque probable de non-remboursement partiel ou total.

L'impact de la crise de 2009, en résumé

La Guadeloupe a subi de plein fouet les effets de la crise économique et sociale en 2009, avec un impact économique durable sur les principaux secteurs d'activité. C'est plus particulièrement le cas de la construction, des services aux entreprises et du tourisme. La baisse de la croissance est encore plus marquée qu'au niveau national. La période qui suit porte les stigmates de cette crise. Entre 2010 et 2018, les comportements, notamment ceux des ménages et des entreprises sont modifiés.